

Oubliez les programmes : l'issue de la primaire de la droite et du centre se décidera bien plus sur des questions de personnalité, et voici pourquoi



A peine entré officiellement en campagne pour la primaire de la droite et du centre, Nicolas Sarkozy a dévoilé une bonne partie de son programme électoral. Un passage a priori obligé pour tout bon candidat, mais qui pourrait bien ne pas être déterminant dans la course à l'investiture à droite.

Avec Jean Petaux

Avec Yves Roucaute

Atlantico : Alors que Nicolas Sarkozy a révélé cette semaine dans son livre *Tout pour la France* les grandes lignes de son programme électoral en vue de la primaire de la droite et du centre, et de l'élection présidentielle de 2017, dans quelle mesure les programmes développés par les uns ou les autres, peu divergents dans l'ensemble, transforment cette élection en un choix de personne, de personnalité politique ?

Jean Petaux : En ce qui concerne la non-différenciation des programmes politiques, les uns par rapport aux autres, il me semble qu'il faut distinguer deux catégories de programmes politiques ou deux groupes de personnalités politiques selon que les uns et les autres se situent dans le cadre du respect des traités européens ou, à l'inverse, proposent de sortir de ce référentiel global et structurant. Dans le premier cas, compte tenu des contraintes financières, économiques, sociales, diplomatiques et, globalement, politiques propres à l'Union européenne et à la zone Euro (un second cadre encore plus étroit et contraignant à l'intérieur du premier), il est évident que nombre de propositions, de préconisations, de revendications "tombent" d'elles-mêmes. En conséquence de quoi, les programmes présentés par les différents candidats à la présidentielle (ou aux primaires) peuvent répondre en effet du fameux "blanc bonnet et bonnet blanc" inventé par le candidat communiste Jacques Duclos à la présidentielle de 1969 pour désigner les deux candidats de droite présents au second tour : Pompidou et Poher.

A l'inverse, les candidats (et les partis ou groupes qui les soutiennent) "anti-Europe", partisans d'un "Frenchexit" disposent d'une bien plus grande liberté de proposition, peuvent se permettre de dire à peu près tout et n'importe quoi, retrouvant par là-même les accents "aventureux" (et donc parfois fort séduisants) que la politique pouvait contenir dans les années 1970 quand la contrainte extérieure (et surtout européenne) était encore faible.

D'un côté donc, celui des "réalistes" qui admettent de jouer dans un espace restreint et considèrent qu'on ne peut changer en profondeur la réalité ; de l'autre les "idéalistes" qui mettent en avant leurs idées et estiment que celles-ci ne doivent pas s'encombrer

d'obstacles et de règles négociées par d'autres dont il convient désormais de s'affranchir.

Par nature, les seconds sont plus originaux que les premiers. Par destination les seconds parlent davantage à l'oreille des peuples et les premiers sont majoritairement entendus par les "élites", par les "décideurs".

Il reste qu'au sein-même de ces deux groupes la concurrence peut faire rage entre les uns et les autres pour savoir qui va l'emporter, dans son camp politique d'abord (c'est ce que prétendent régler les primaires désormais) et dans la compétition au sein des "réalistes" et des "idéalistes", au-delà du clivage "droite-gauche" traditionnel et qui n'a plus grand sens ici. C'est ainsi que l'on retrouve un Jean-Luc Mélenchon en concurrence avec une Marine Le Pen ou un Alain Juppé qui n'est pas si éloigné que cela d'un Emmanuel Macron. Sans omettre de mentionner la fonction des primaires consistant à faire départager par un "corps électoral en miniature" des candidats qui se confrontent entre eux jusqu'à s'engager à soutenir sans faille le vainqueur de leur affrontement dans la "vraie" compétition électorale face au "vrai corps électoral".

Rien d'étonnant à ce que ce processus aboutisse à transformer les campagnes électorales en "concours de beauté" où celui qui parle est plus important que ce qu'il dit, où celui qui se présente à plus de poids que ce qu'il représente.

Si on voulait résumer la situation, on pourrait dire que les électeurs se déterminent à partir de plusieurs critères : certains de nature idéologiques et politiques (il y en a peu : le cadre européen ou celui de la nation France ; plus ou moins de sécurité-protection ; plus de service public ou pas ; moins ou plus d'impôts) et sur des critères de personnalité ("à poigné" ; "sage" ; "dynamique" ; "solide" ; "honnête" ; "nouveau").

Sans oublier une dernière variable essentielle pour ne pas dire première : quels sont les autres choix ? Veut-on vraiment se débarrasser d'un candidat quitte à voter pour n'importe qui et n'importe quoi ?

Yves Roucaute : Tout d'abord, il n'est pas inutile de saluer les principaux candidats qui ont fait l'effort de présenter leur vision de l'avenir du pays en présentant leur programme. Cela ne signifie pas qu'ils vont le réaliser entièrement, bien sûr, mais ils offrent ainsi une présentation stratégique de leur action politique. Or, ce qui manque aujourd'hui depuis l'élection de François Hollande, et ce qui a souvent grandement manqué hier, c'est la stratégie. Et, quand on regarde de plus près, on aperçoit des différences stratégiques entre les candidats, et pas seulement entre les dits "petits" candidats mais aussi entre ceux qui sont aujourd'hui favoris. Différences aussi bien sur le rôle de l'Etat dans l'économie, les taxes, les impôts, sur les questions d'immigration, d'identité, d'intégration contre assimilation, sur l'Union européenne, sur les questions internationales, la place de la France dans le monde, les questions sociétales et j'en passe, de la réforme de l'école et des universités jusqu'aux politiques environnementales.

Néanmoins, au delà des programmes, la politique est d'abord une affaire de volonté politique, donc de caractère, et donc de style. La triple capacité individuelle à réfléchir, choisir et agir est la clé de la politique comme le disait Aristote. Le programme ne s'impose jamais tout seul, il faut bien un individu pour le mettre en œuvre et, le cas échéant, le moduler selon les occasions. Un individu qui arborerait un super programme mais qui serait incapable d'avoir la volonté de le réaliser serait un mauvais choix. Un individu qui tiendrait à tout prix à son programme alors que les circonstances sont bouleversées, serait un mauvais choix. Imaginez un dirigeant élu dans une période d'expansion qui, d'un seul coup, se trouverait au cœur d'une crise financière internationale, et qui persisterait, malgré tout, à vouloir continuer sa route, ce serait comme un capitaine hauturier qui a fixé un cap sur une mer calme avec une voilure prédéfinie, et qui, soudain pris dans une tempête, prétendrait continuer avec la même voilure et selon le même cap, à la même vitesse. Ce serait tout simplement un mauvais capitaine.

Ou a oublié, à force de voir des technocrates sans vision gouverner ce pays, que la politique est un art. Un art qui ne s'acquiert pas à l'ENA, contrairement à ce que croient quelques médiocres dirigeants politiques qui confondent gestion, science et art.

La vie politique devrait ainsi être faite de concurrence entre des individus qui ont leur personnalité. Et c'est un caractère qui sera aux commandes, et non des textes. Car ce ne sont pas des programmes qu'on élit, mais bien des hommes.

Je ne fais donc pas partie de ceux qui pensent que l'on doit juger uniquement sur les programmes.

Dans cette période troublée qui est la nôtre, de quoi avons-nous besoin ? De quel type d'individu, femme ou homme ? Nous avons besoin de volonté et de détermination à agir. Chaque période a un certain type de personnes lui correspondant. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni avait besoin d'un Churchill et la France d'un de Gaulle. Ensuite, lorsque les choses sont devenues plus calmes, c'est un autre type de personnalité dont on a eu besoin. Et Churchill tout comme de Gaulle ont été remerciés. Puis, avec la Guerre froide poussée au paroxysme, Churchill fut rappelé au Royaume Uni, et avec cette guerre et les conflits coloniaux, de Gaulle en France. Ainsi, chaque époque appelle son style d'homme. Aujourd'hui, François Hollande n'est pas adapté à la période actuelle : en-dehors même de la question de son programme, sa capacité à gouverner en période de crise est insuffisante.

Il est donc important de peser ce que valent les candidats. Nous avons besoin de quelqu'un qui soit prêt à casser les barrières et à transformer le pays. Donc du courage, de l'imagination, de la ténacité, de la prudence. Cette demande du pays est plus lucide qu'on ne le croit dans certains états majors.

En quoi le contexte actuel peut-il concourir à une telle situation ? Alors que les préoccupations principales des Français semblent glisser de plus en plus vers la lutte contre le terrorisme en lieu et place de la lutte contre le chômage, la donne est-elle modifiée ?

Yves Roucaute : La donne est effectivement profondément modifiée. Nous sommes dans une situation où nous avons besoin d'un chef avec une aura charismatique, qui réponde à la situation. Car la situation que nous vivons est une situation de guerre contre le

terrorisme sur un fond de crise de légitimité et de délitement moral du tissu social. C'est cela la définition de la situation.

Nous ne sommes donc plus dans la même situation des Trente Glorieuses par exemple. Nous sommes dans une situation qui appelle un chef de guerre capable de saisir l'occasion pour affirmer son style. Sans cette caractéristique, il y a peu de chances d'être élu, et, si un homme sans qualités prétend l'être et, si par malheur, pour des raisons de calculs, de combines, il parvenait à l'être, il est absolument certain que se produirait dans les mois qui suivraient non pas une période de consensus mais une période de conflits violents.

J'insiste sur le fait que le chômage exige paradoxalement la même réponse. Il est en légère baisse, mais dans une perspective qui n'a rien à voir avec nos voisins. Les emplois aidés devront être payés, c'est une sorte d'ardoise pour demain. Nous devons là aussi avoir un président capable de casser ce qui empêche les énergies de se développer : blocages sociaux, juridiques, universitaires, scolaires, internationaux, etc. Derrière le chômage se jouent énormément d'enjeux différents. Comment faire par exemple pour que la France produise plus de brevets, grands créateurs d'emplois ? Comment libérer les petites entreprises et l'artisanat ? Comment déverrouiller le Code du travail ? Etc.

La France est en pleine crise, en pleine décadence, et les Français ont envie d'avoir un vrai chef qui leur permette de retrouver la grandeur de leur pays pour se reconnaître dans leur pays. Ils ont besoin de retrouver l'honneur d'être français. Et il faudra en même temps répondre aux questions de guerre, d'insécurité, en particulier au problème éthique et social des incivilités et de chômage. Ces trois éléments dressent un portrait-robot de l'individu que la France attend : un homme ou une femme charismatiques déterminé(e) à casser les lignes.

Jean Petaux : J'ai déjà répondu pour partie à cette question. Dans un sondage exclusif IFOP/Atlantico que vous avez publié le 21 juillet dernier on voit bien que 67% des personnes interrogées classent la question du terrorisme avant celle du chômage (60%) comme déterminant principal de leur vote. Même s'il faut préciser que pour ces deux items, 91% des sondés (dans les deux cas) considèrent qu'ils seront tous les deux "beaucoup" ou "assez" importants dans "leur vote lors de l'élection présidentielle prochaine". Ces deux items (le terrorisme et le chômage) "arrivent" 6 points devant la "lutte contre la délinquance" et le "niveau des impôts" considérés comme "beaucoup" ou "assez" importants par 85% des sondés l'un et l'autre.

Il est donc clair, au jour d'aujourd'hui (ce qui veut dire que les choses ont le temps de changer) que la question sécuritaire et celle de la protection contre le terrorisme vont peser lourd dans le choix électoral des Français, dès les primaires de la fin de l'année 2016 et en avril-mai 2017 pour la "phase finale". Il est donc tout aussi probable que les "postures" (on pourrait presque dire "les allures", les "styles") vont avoir un réel impact sur les choix électoraux. Trop jeune (donc inexpérimenté et peu rassurant en période de fortes tensions et de périls – supposés -) ; trop âgé (donc fatigué et suspecté de ne pas "tenir le choc" en cas de "gros temps") ; trop tolérant (donc réputé "coupable" de faiblesse, de laxisme, voire de collusion avec "l'ennemi") ; trop humaniste (autrement dit "respectueux", soucieux de ne pas céder au manichéisme et aux solutions simplistes) : tous ces "profils" peuvent avoir du souci à se faire. Les électeurs (ceux des primaires comme ceux de l'élection présidentielle) les délaisseront avec plus ou moins de vigueur au profit des "durs", des "chefs de guerre", des "patrons" qui ont déjà fait la preuve de leur prétendue force ou qui en imposent par leur autorité revendiquée. Autrement dit le temps est favorable aux "tatoués" et peu propice aux "intellos". Prière de ne pas trop ramener ses titres universitaires et ses galons de haut fonctionnaire ; sauf à avoir montré, dans un passé assez récent qu'on a été un "commandant en chef" qui a su frapper vite et fort. Dire que cet état de l'opinion est réjouissant (ou pas) n'a guère d'intérêt et n'est pas important ici, en l'occurrence. C'est tout simplement le constat qu'il faut poser.

Plus largement, en considérant que l'élection présidentielle est la "rencontre d'un homme et d'un peuple", en quoi cette prédominance de la personnalité est-elle une "bonne" ou une "mauvaise" chose pour notre démocratie ?

Jean Petaux : La dimension incarnée de la vie politique et donc de la démocratie (dans la période historique récente, au moins depuis plus d'un siècle) a toujours existé. Ce n'est pas parce que le corps électoral choisit, "universellement" (c'est le mot qui est employé et c'est la réalité que ce mot désigne depuis la réforme constitutionnelle d'octobre 1962 en France et la "première" expérience en novembre 1965) le président de la République que la démocratie française est en péril ou ne fonctionne pas. La thèse selon laquelle l'élection présidentielle au suffrage universel direct ne serait pas démocratique est une pure construction intellectuelle. Que ce mode de désignation comporte des scories, que des événements "parasites" soient apparus au fil du temps pour cette élection, qu'elle s'accompagne de dérives, ou qu'on l'ait plus ou moins dénaturée, c'est une tout autre histoire. Que tous ces éléments historico-politiques interrogent désormais sur le fonctionnement de la démocratie française c'est, en effet, une réalité. Mais la "rencontre entre un homme – on pourrait aussi espérer un jour "une femme" - et un peuple" comme vous dites, reprenant une formule bien connue, est, j'ose le dire, un vrai miracle démocratique. C'est, à l'inverse de tout ce qu'on lit souvent dans les propos désabusés des uns et des autres, une remarquable opportunité pour diriger un Etat dans de bonnes conditions de légitimité. C'est un mécanisme qui n'est en rien moins démocratique que celui qui existe dans un système parlementaire où le chef du gouvernement est le chef du parti majoritaire, désigné par une oligarchie et par un parti de clients, de cadres ou de masse (type de parti qui n'existe plus en France de toute façon). La nomination de Madame Theresa May à la tête du gouvernement britannique le 13 juillet dernier (fonction comparable à maints égards à celle du chef de l'Etat en France) est-elle plus démocratique que l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 à l'Elysée, que celle de François Hollande en 2012 et de tous leurs prédécesseurs depuis 1965 ? La réponse est évidente : elle ne l'est certainement pas plus, elle l'est même nettement moins puisqu'il n'y a pas eu d'élections législatives au Royaume-Uni avant la nomination de Madame May et, mieux que cela, puisqu'elle s'est prononcée contre le "Brexit" lors du référendum précédant son arrivée à Downing Street, prenant donc une position opposée à la majorité du corps électoral qui s'est exprimé.

Qu'on cesse donc de dire que l'élection présidentielle française, surtout celle à venir, ne sera pas une "bonne chose" pour la démocratie française. Dire cela c'est se tromper de cible, c'est anticiper aussi sans doute sur un comportement électoral qui ne serait

pas conforme à ce que tel ou tel attend. Evoquer la "bonne" ou la "mauvaise" santé démocratique n'est-ce pas surtout considérer qu'est démocratique ce qui correspond à mon choix, anti-démocratique ce qui correspond au choix de l'autre, de l'adversaire ? Un peu comme ce que l'on a entendu à l'occasion d'un référendum organisé récemment à propos d'un certain projet d'aéroport : si le "non" l'emporte cette consultation sera légitime, si c'est le "oui" elle sera illégitime.

Yves Roucaute : Cette prédominance a été voulue par le Général de Gaulle en 1962 avec l'élection présidentielle au suffrage universel direct. Il a bien fait, je pense, car cela correspond assez bien à la nature de la France et à la nature de la politique.

La France est un pays de chapelles, où l'individualisme et le sens de la liberté sont forts, et où l'on jalouse rapidement ceux qui sont au-dessus de nous. Nous avons donc besoin de quelqu'un qui rassemble cette diversité française et qui la transcende pour avancer. Et, pour cela, qu'il soit cru, qu'il produise de la croyance en lui.

Nous n'avons pas pour autant à souhaiter une dictature, mais bien une démocratie, qui se concentre dans un projet porté par un individu. Si l'on compare avec la IV^{ème} République, on se rend compte que ce qui lui manquait, c'est un exécutif fort, équilibré par le Parlement, bien entendu, et sous contrôle constitutionnel, capable d'amener la nation à se transcender. On voit de même comment la III^{ème} République s'est terminée dans le pétainisme après la victoire du Front Populaire, incapable d'y répondre parce qu'elle manquait précisément d'un exécutif fort.

Cette prépondérance de la personnalité est donc selon moi une très bonne chose, et cela nécessite évidemment quelqu'un qui soit hors normes. Un Président ordinaire sera forcément en situation d'échec. La V^{ème} République ne peut pas supporter l'ordinaire en raison de ce poids énorme du Président élu au suffrage universel direct. Nous sommes contraints de chercher quelqu'un d'un peu extraordinaire. Nous en avons eu : de Gaulle, Pompidou, dans une moindre mesure Giscard d'Estaing, Mitterrand aussi qui était quelque part hors de l'ordinaire à gauche... Malheureusement, François Hollande est aujourd'hui dans l'ordinaire. C'est le menu du pauvre. Et la France aime la grande cuisine quand bien même elle est familiale.

Si l'élection présidentielle de 2017 ne se jouait non pas sur des programmes mais bien sur des personnalités, que peut-on en déduire sur le débat qui s'en suivra ? Quelles sont les personnalités qui s'associent "le mieux" aux questions qui préoccupent les électeurs de droite ? Et quelles sont les différences notables lorsque l'on prend en considération l'ensemble des Français ?

Yves Roucaute : De manière claire, le débat va s'ouvrir entre les candidats de droite, et ceux qui ne seront pas dans la bonne définition de la situation, guerre, insécurité, identité, chômage, seront battus. De la même façon, Lionel Jospin avait été battu dès le premier tour de la présidentielle de 2002 car il n'avait pas réussi à imposer sa définition de la situation, il n'avait pas réalisé qu'il ne pouvait pas gagner en tablant uniquement sur les questions sociales. À l'époque déjà, les questions sécuritaires étaient importantes et incontournables. Tous ceux qui feront des batailles sur les questions annexes (environnementales, sociétales, etc.) seront battus dès le départ. Et c'est tant mieux. Car l'avenir de notre nation est une question. Et le bon sens le sait.

Le candidat élu sera nécessairement clivant. Dans notre situation, nous avons besoin de quelqu'un de clivant. Je ne lis pas dans le marc de café, mais il est certain que parmi les trois favoris annoncés (Nicolas Sarkozy, François Fillon, Alain Juppé), si l'un d'entre eux perd pied et oublie la définition de la situation, on peut d'ores et déjà affirmer qu'il sera battu, quels que soient les résultats des sondages aujourd'hui qui ont quand même quelques caractéristiques curieuses scientifiquement. Par ailleurs, si jamais Les Républicains n'arrivaient pas à choisir un candidat qui réponde à cette situation (pour des raisons diverses), nous aurions alors une Marine Le Pen à 40-42% sans aucune difficulté et une crise immédiate quand le nouveau Président esquivera les réformes exigées.

C'est la clé de l'élection de demain. Celui qui gagnera ne sera pas nécessairement celui qui présentera le meilleur programme, mais celui qui présentera la meilleure conjonction entre ce qu'il est comme personnalité et la situation de crise que nous vivons. C'est à ce titre qu'il aura la légitimité qui lui permettra d'entreprendre les réformes voire les bouleversements nécessaires. Ce que l'on appelle la crédibilité, au sens étymologique de *credo, credere, credidi, creditus* : croire).

Il faut faire croire en soi, c'est pourquoi la question de l'individu est absolument déterminante. Attendons de voir si la France trouvera la perle rare.

Jean Petaux : Compte tenu de la "droitisation" considérable et relevée à maints égards depuis plusieurs années du corps électoral français, j'aurais tendance à répondre que les personnalités qui seront les plus "reconnues" et "adoubées" par les électeurs de droite seront celles qui seront également les plus "en résonnance" avec l'ensemble des Français. A deux exceptions près néanmoins.

La première concerne Marine Le Pen. Personnalité particulièrement appréciée de tout l'électorat d'extrême-droite et même d'une partie de l'électorat de droite, elle aura néanmoins beaucoup de mal à franchir le "plafond de verre" qui est celui auquel se heurte le Front National depuis plus de 20 ans désormais. Si elle se qualifie pour le second tour elle fera forcément un score nettement supérieur à celui de son père le 5 mai 2002 (5,5 millions de voix et 17,79% des suffrages exprimés) mais on voit bien à travers certaines élections récentes qu'elle aura toute les peines du monde à séduire une majorité de Français qui s'exprimeront au second tour – tout dépendra en fait de la personnalité qu'elle aura face à elle -.

La seconde concerne Nicolas Sarkozy. Incontestablement c'est celui qui séduit le plus l'électorat de droite en ce moment. C'est celui que porte une dynamique et c'est le plus virulent des compétiteurs de la primaire de la droite et du centre. Si l'électorat de droite se mobilise comme il s'est mobilisé pour lui dans les derniers jours de la campagne du second tour en 2012, s'il parvient encore à "raconter une histoire" et que celle-ci rencontre suffisamment d'adeptes pour "l'acheter" en adhérant, pour citer les propres termes du prologue de son "livre-annonce", au "je propose un pacte de confiance aux Français et je mets dedans mon énergie, mon expérience, ma passion", alors logiquement il est en position d'emporter la primaire. A condition que les électeurs centristes ne se mobilisent pas

pour lui faire obstacle et, *a fortiori*, les électeurs socialistes. A condition aussi qu'au second tour de la primaire de la droite et du centre les "battus" du premier se rallient à lui dans des conditions comparables aux ralliements qu'a su obtenir François Hollande contre Martine Aubry en octobre 2011. Mais s'il gagne la primaire, Nicolas Sarkozy sera confronté à un autre problème : après avoir "bétonné" à droite il lui faudra tendre la main aux électeurs centristes qui auront d'ailleurs une offre électorale susceptible de répondre à leur souhait en la personne de François Bayrou qui ne fait pas mystère de ses intentions en cas de défaite d'Alain Juppé. Et au-delà du centre, dans l'hypothèse d'un duel Le Pen / Sarkozy au second tour de présidentielle, il faudra à celui qui fut président de 2007 à 2012, qui n'a jamais caché sa détestation des socialistes et de la gauche, un sacré talent de bonimenteur pour rallier à lui un électorat "républicain" hostile au FN et à sa présidente. Dans les deux cas : Le Pen et Sarkozy, l'une et l'autre auront su "parler à leur électorat" de prédilection d'abord ; ils auront bien du mal à élargir leur base électorale ensuite.

Une fois encore, une bonne part de la réponse à cette équation tiendra dans la personnalité qui leur sera opposée au second tour de la présidentielle, s'ils parviennent à s'y qualifier. Un duel Hollande-Sarkozy, le "match retour" de 2012, très majoritairement rejeté par les Français dans les sondages aujourd'hui, se traduira par une abstention record au second tour, supérieure forcément à celle enregistrée en 1969 ; un duel Sarkozy-Le Pen ou Hollande-Le Pen ne donnera jamais le résultat du 5 mai 2002 avec un président (Chirac) obtenant plus de 82% des voix ; mais la surprise serait très grande que Marine Le Pen l'emporte au soir du second tour, le 7 mai 2017 face à l'un de ces deux-là. Un duel Juppé-Le Pen ou Bayrou-Le Pen voire Juppé-Hollande auront un parfum de "déjà vu" : les deux premières confrontations seront les "*remakes*" de 2002 ; la troisième sera bien plus conforme au "style" de la présidentielle française depuis 1974 : la droite de gouvernement face à la gauche de gouvernement. "Gouvernement blanc" et "blanc gouvernement" en quelque sorte...